



Dépêche No. 567 | 26 octobre 2022

La lutte contre la pollution incombe au citoyen ordinaire et au gouvernement selon les Gabonais

Dépêche No. 567 d'Afrobarometer | Boris Cabral Wakongo Nzamba

Résumé

Considéré comme un leader mondial en matière de protection de l'environnement, le Gabon est largement applaudi pour ses efforts dans la sauvegarde des forêts couvrant 88% de son territoire, de ses zones humides riches et de sa biodiversité extraordinaire. Treize parcs nationaux protègent environ 11% de son territoire (Nature Conservancy, 2022 ; James, 2021).

Tout dernièrement, le Gabon a été le premier pays africain à être récompensé par l'Initiative des Forêts d'Afrique Centrale (CAFI) pour avoir réduit ses émissions de gaz à effet de serre liées aux activités forestières nationales (Africa Renewal, 2021). Plus récemment un nouveau protocole d'accord entre le CAFI et le gouvernement gabonais a été aussi signé pour un nouveau financement dans le cadre de la mise en œuvre du processus de certification des forêts communautaires, la protection contre l'empiètement des aires protégées et la campagne de verdissement et de sensibilisation en milieu urbain, entre autres (Ngounou, 2022). Et dans le cadre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), son engagement dans la réduction des émissions dues à la déforestation, à la dégradation des forêts ainsi que pour la conservation de ses stocks de carbone forestiers a facilité sa certification au crédit carbone (Ntoutoume, 2022).

Sous-tendant les efforts du gouvernement reposent un répertoire d'instruments juridiques et politiques dont plusieurs accords multilatéraux et un Code de l'Environnement consolidé par une gamme de lois et textes d'application qui permettent à l'État de lutter pour la protection de l'environnement et contre la pollution (Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature, 2010).

Malgré ces différents atouts, le Gabon reste confronté à certains défis environnementaux tels que la destruction des mangroves, les feux de brousse, les inondations et la pollution (Chauvet, 2018). D'après les investigations de Gabon VERT (2021), la pollution, particulièrement la pollution plastique, connaît une ampleur grandissante, surtout à Libreville.

Cette dépêche rend compte du module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire Afrobarometer Round 9 pour explorer les expériences et les perceptions des Africains sur la gouvernance environnementale et l'extraction des ressources naturelles.

Aux yeux des Gabonais, la pollution est un problème grave et rejoint l'assainissement et la gestion des déchets parmi les trois problèmes environnementaux les plus importants. Les sacs plastiques constituent une source majeure de pollution selon la majorité des Gabonais.

La plupart des citoyens désapprouvent la performance du gouvernement dans la gestion de l'environnement, mais ils reconnaissent que la lutte contre la pollution incombe au citoyen ordinaire ainsi qu'aux gouvernements local et national.

S'agissant de l'extraction des ressources naturelles, les Gabonais affirment que ses avantages ne dépassent pas ses impacts environnementaux et qu'il faut plus de réglementation environnementale.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2022) sont en cours. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer au Gabon, dirigée par le Centre d'Etudes et de Recherche en Géosciences Politiques et Prospective (CERGE), a interviewé 1.200 adultes gabonais en novembre et décembre 2021. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Trois enquêtes précédentes ont été menées au Gabon en 2015, 2017 et 2020.

Résultats clés

- Plus de trois Gabonais sur quatre (77%) affirment que les problèmes de pollution tels que l'accumulation des déchets ou ordures ou des dommages à la qualité de l'eau sont « un peu grave » ou « très grave » dans leur communauté.
- L'assainissement, la gestion des déchets et la pollution constituent les trois premiers problèmes environnementaux les plus importants aux yeux des Gabonais.
- Trois quarts (76%) des citoyens estiment que les sacs en plastique sont une source majeure de pollution au Gabon.
- Pour près de la moitié (45%) des Gabonais, les citoyens ordinaires devraient être les premiers responsables de la réduction de la pollution environnementale. Par contre, la même proportion estiment que c'est la responsabilité du gouvernement national (24%) ou du gouvernement local (22%).
- Plus des deux tiers (69%) des Gabonais désapprouvent la performance du gouvernement dans la réduction de la pollution et la protection de l'environnement.
- En ce qui concerne les exploitations des ressources naturelles qui ont lieu près de leurs communautés, la majorité des Gabonais affirment qu'il faut plus de réglementation environnementale (80%), que les citoyens ordinaires n'ont pas voix au chapitre (58%), que les communautés ne reçoivent pas une part équitable des revenus (68%) et que les avantages ne dépassent pas les coûts environnementaux (59%).

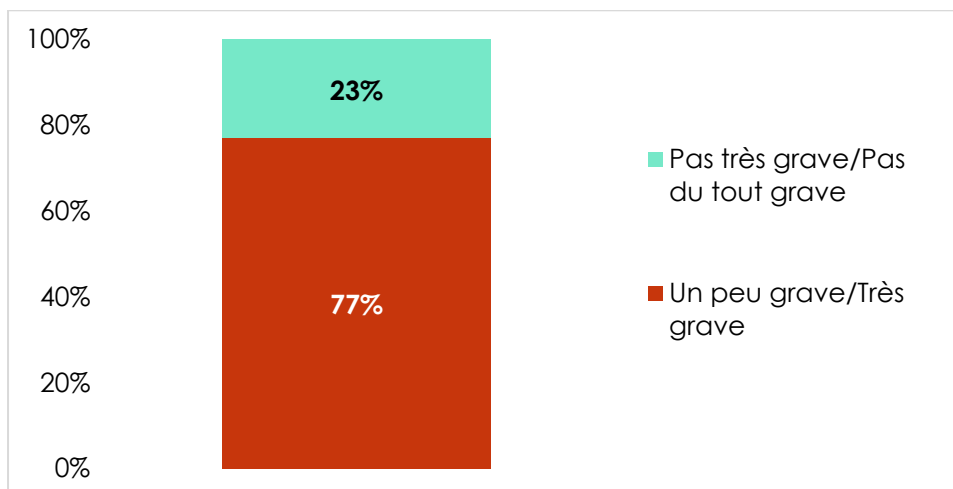
Pollution et gouvernance environnementale

Ampleur de la pollution

La plus récente enquête d'Afrobarometer révèle que plus des trois quarts (77%) des Gabonais considèrent « un peu grave » ou « très grave » la pollution dans leur communauté, telle que l'accumulation d'ordures ou l'altération de la qualité de l'air, de l'eau ou de la terre (Figure 1).

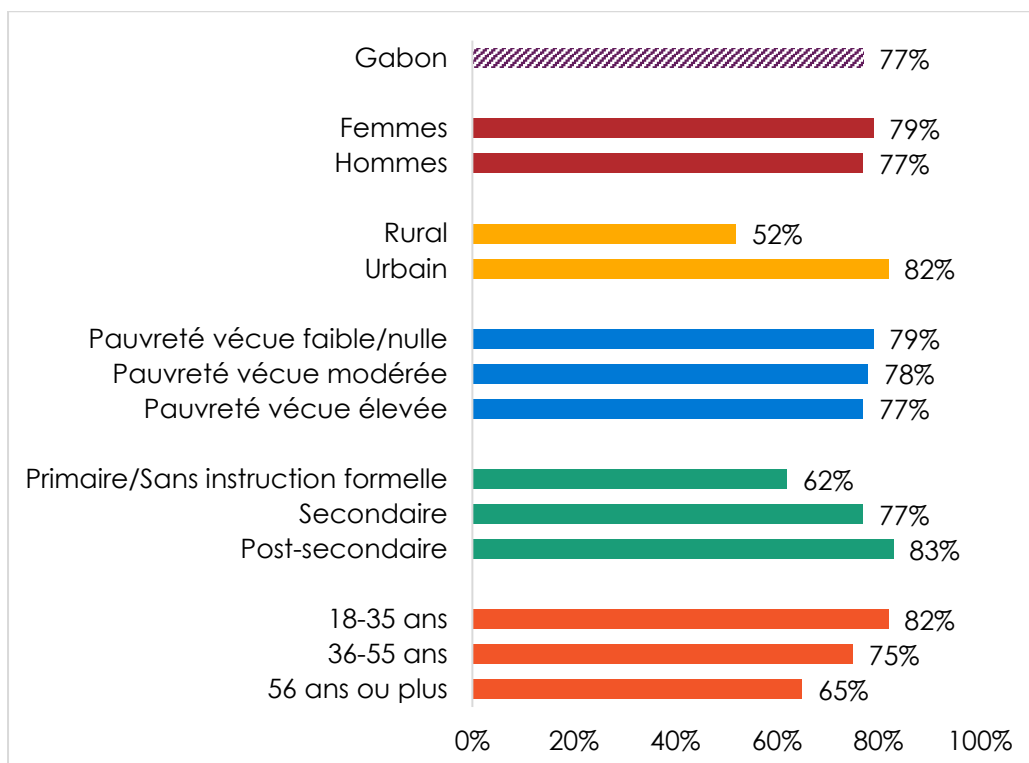
Les personnes vivant dans les villes sont plus préoccupées par la pollution que celles qui vivent dans les villages (82% contre 52%) (Figure 2). Les préoccupations concernant la pollution augmentent avec le niveau d'instruction, allant de 62% des moins instruits à 83% chez les plus instruits. Les plus jeunes (82%) sont également plus enclins que les plus âgés (65%) à considérer la pollution comme un problème grave.

Figure 1 : Gravité de la pollution | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : *Quelle est la gravité d'un problème de pollution, comme l'accumulation de déchets ou d'ordures, ou des dommages à la qualité de l'air ou de l'eau, dans votre communauté ?*

Figure 2 : Pollution : Un problème grave | par groupe démographique | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : *Quelle est la gravité d'un problème de pollution, comme l'accumulation de déchets ou d'ordures, ou des dommages à la qualité de l'air ou de l'eau, dans votre communauté ? (% qui disent « un peu grave » ou « très grave »)*

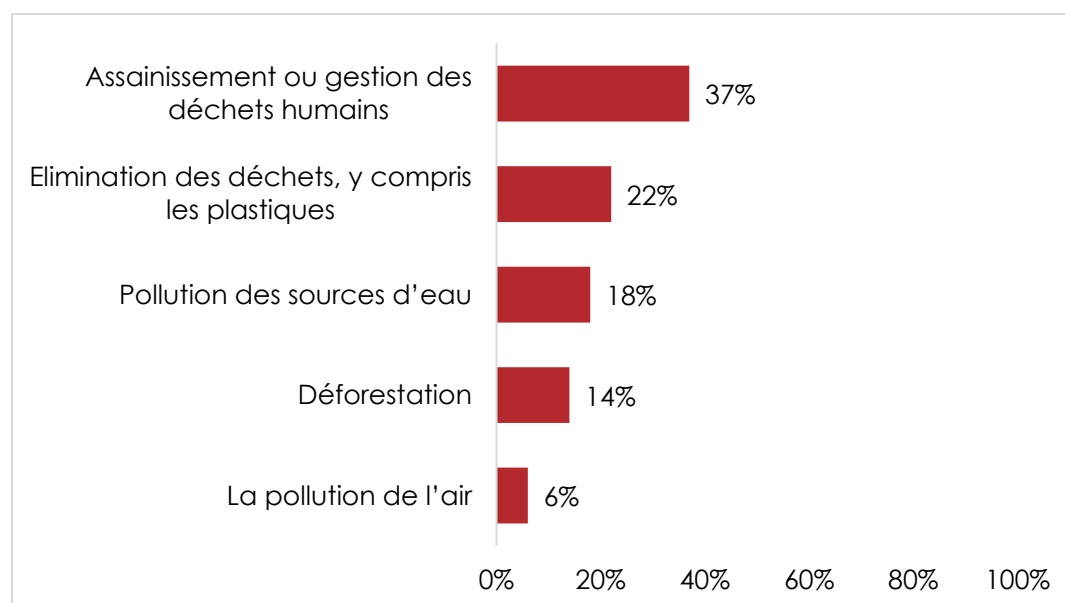
Les Gabonais considèrent l'assainissement ou la gestion des déchets humains comme le problème environnemental le plus important de leurs communautés (37%), suivi par

l'élimination des déchets y compris les plastiques (22%), la pollution des sources d'eau (18%) et la déforestation (14%) (Figure 3).

Trois quarts (76%) des répondants sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que les sacs en plastique sont une source majeure de pollution au Gabon (Figure 4).

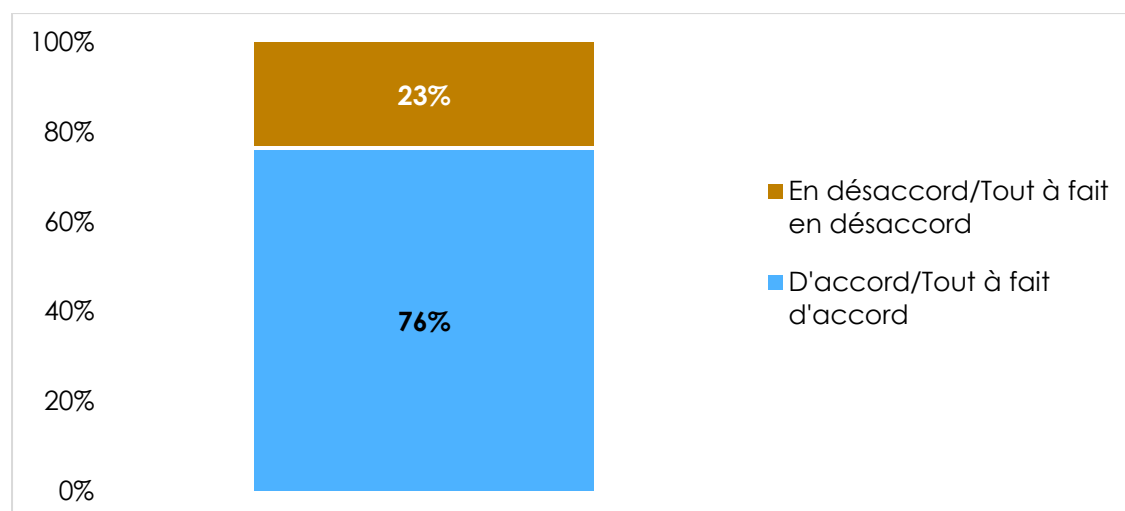
Les citadins (77%) sont plus susceptibles que les ruraux (67%) de dire que les sacs plastiques constituent une source majeure de pollution. Cette préoccupation augmente également avec le niveau d'instruction, allant de 68% pour les personnes sans instruction ou ayant un niveau primaire à 77% pour ceux qui ont un niveau secondaire ou post-secondaire (Figure 5).

Figure 3 : Problème environnemental le plus important | Gabon | 2021



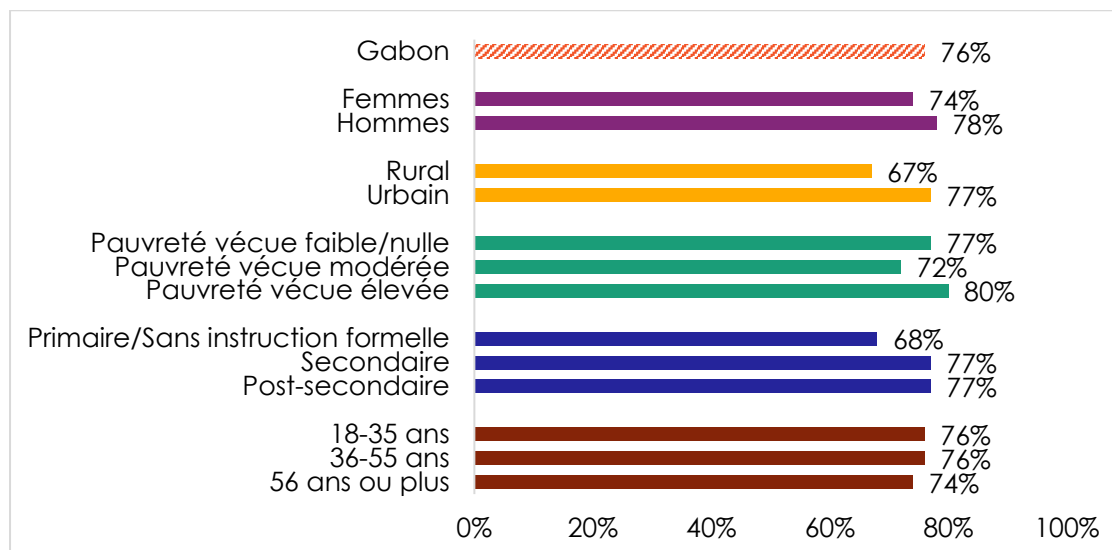
Question posée aux répondants : Lequel des éléments suivants est le problème environnemental le plus important dans votre communauté aujourd'hui ?

Figure 4 : Les sacs plastiques, source majeure de pollution ? | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Les sacs plastiques sont une source majeure de pollution dans ce pays ?

Figure 5 : Les sacs plastiques, source majeure de pollution | par groupe démographique | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Les sacs plastiques sont une source majeure de pollution dans ce pays ? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

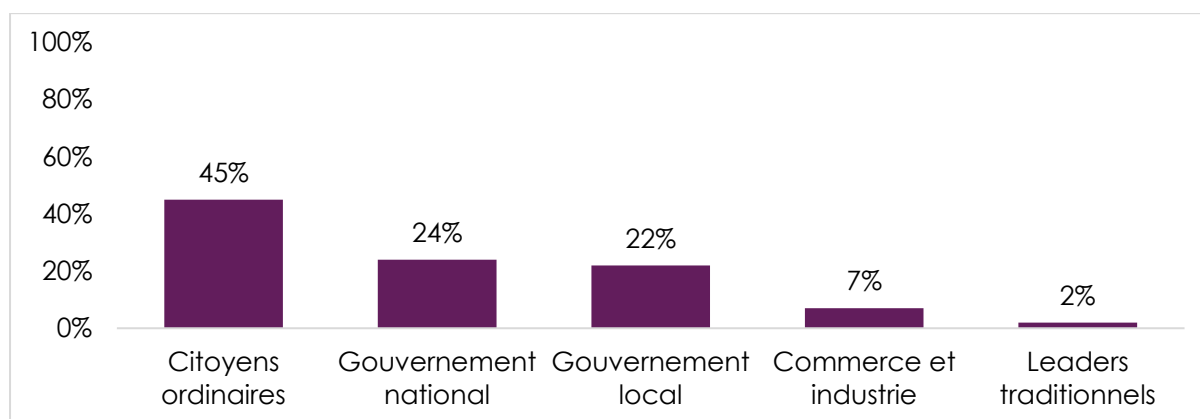
Protection de l'environnement

Pour les Gabonais, la protection de l'environnement commence à la maison. En effet, près de la moitié (45%) des personnes interrogées affirment que les citoyens ordinaires sont les premiers responsables de la réduction de la pollution et de la propreté de leur communauté (Figure 6).

Ensuite, 24% estiment que cette responsabilité revient au gouvernement national, et 22% l'attribuent aux collectivités locales. Seulement 7% se tournent vers le commerce et l'industrie, et 2% vers les leaders traditionnels.

Par ailleurs, sept Gabonais sur 10 (69%) désapprouvent la performance du gouvernement dans la réduction de la pollution et la protection de l'environnement, contre seulement 29% qui pensent que ce dernier fait un bon travail (Figure 7).

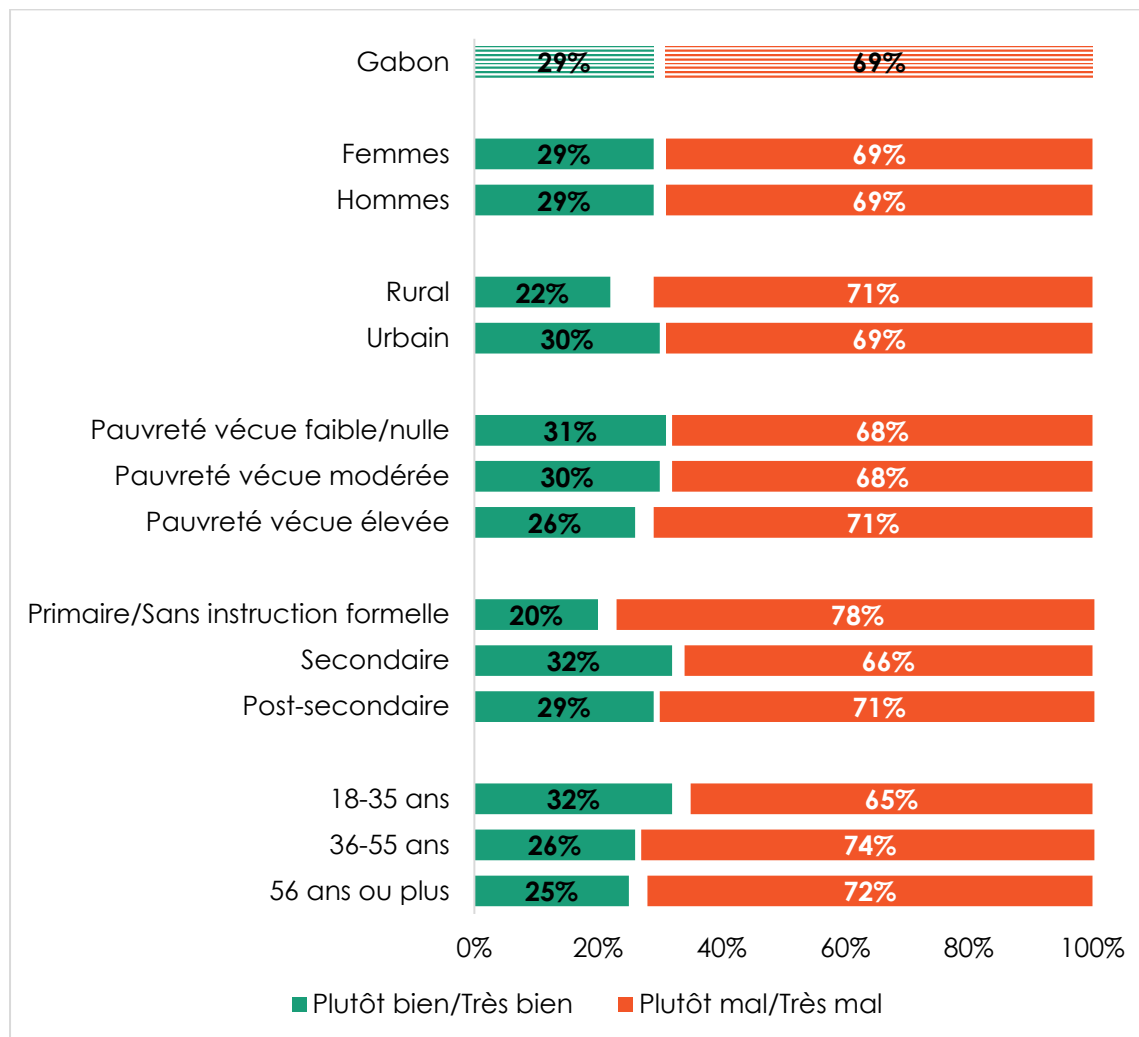
Figure 6 : Qui devrait réduire la pollution ? | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : À votre avis, qui devrait avoir la responsabilité principale de réduire la pollution et de garder votre communauté propre ?

L'appréciation positive est plus forte chez les urbains (30%) que chez les ruraux (22%), chez les plus jeunes (32%) que chez les plus âgés (25%), et chez les citoyens les plus instruits (29%-32%) que chez les moins instruits (20%).

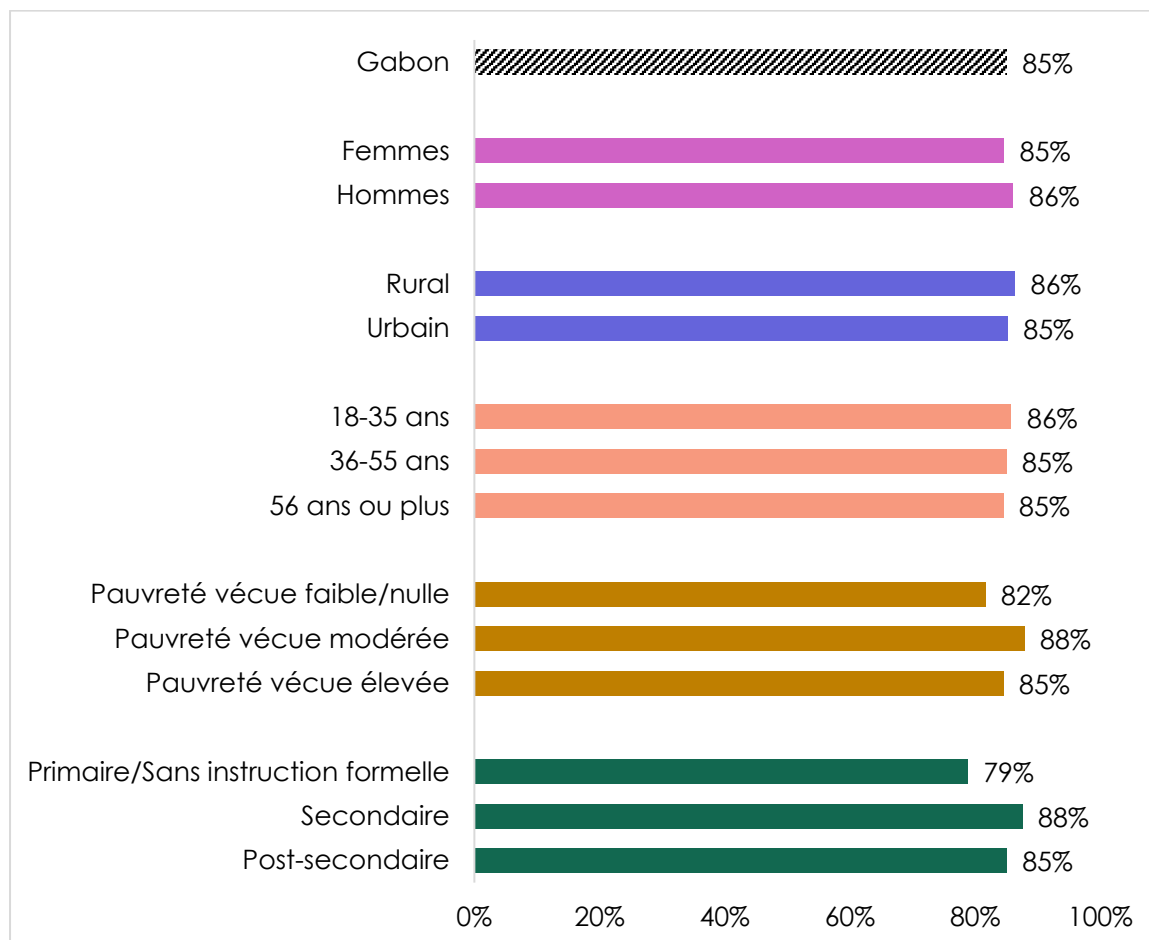
Figure 7 : Performance du gouvernement dans la protection de l'environnement
 | par groupe démographique | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la réduction de la pollution et la protection de l'environnement, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

La très large majorité (85%) des Gabonais pensent que le gouvernement devrait faire « un peu plus » ou « beaucoup plus » qu'il ne le fait actuellement pour limiter la pollution et protéger l'environnement (Figure 8). Cette opinion est forte à travers les groupes démographiques clés, même si elle est légèrement moins forte chez ceux qui ont le niveau primaire d'éducation ou n'ont eu aucune éducation formelle (79%).

Figure 8 : Faut-il plus pour limiter la pollution ? | Gabon | 2021



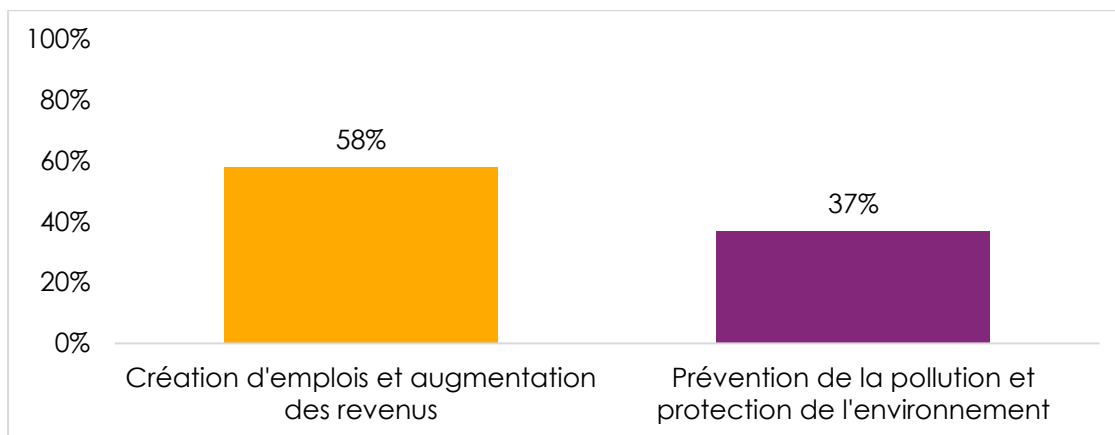
Question posée aux répondants : À votre avis, notre gouvernement devrait-il faire plus ou moins qu'il ne le fait actuellement pour limiter la pollution et protéger l'environnement dans ce pays ? (% qui disent « un peu plus » ou « beaucoup plus »)

Cependant, en dépit de l'importance que revêt la préservation de l'environnement, les Gabonais accordent la priorité à la création d'emplois et des revenus. En effet, la majorité (58%) des personnes interrogées déclarent que le gouvernement devrait se concentrer sur la création d'emplois et l'augmentation des revenus, même si cela signifie une augmentation de la pollution ou d'autres dommages environnementaux, tandis que 37% donneraient la priorité à la protection de l'environnement, même si cela signifie qu'il y aura moins d'emplois ou d'autres perturbations dans notre vie quotidienne (Figure 9).

L'accent mis sur la création d'emplois aux dépens de la protection de l'environnement est plus prononcé chez les citoyens moins instruits (67%), les moins nantis¹ (66%), les ruraux (63%) et les femmes (61%) que chez les plus instruits (57%), les plus aisés (50%), les citadins (57%) et les hommes (56%) (Figure 10).

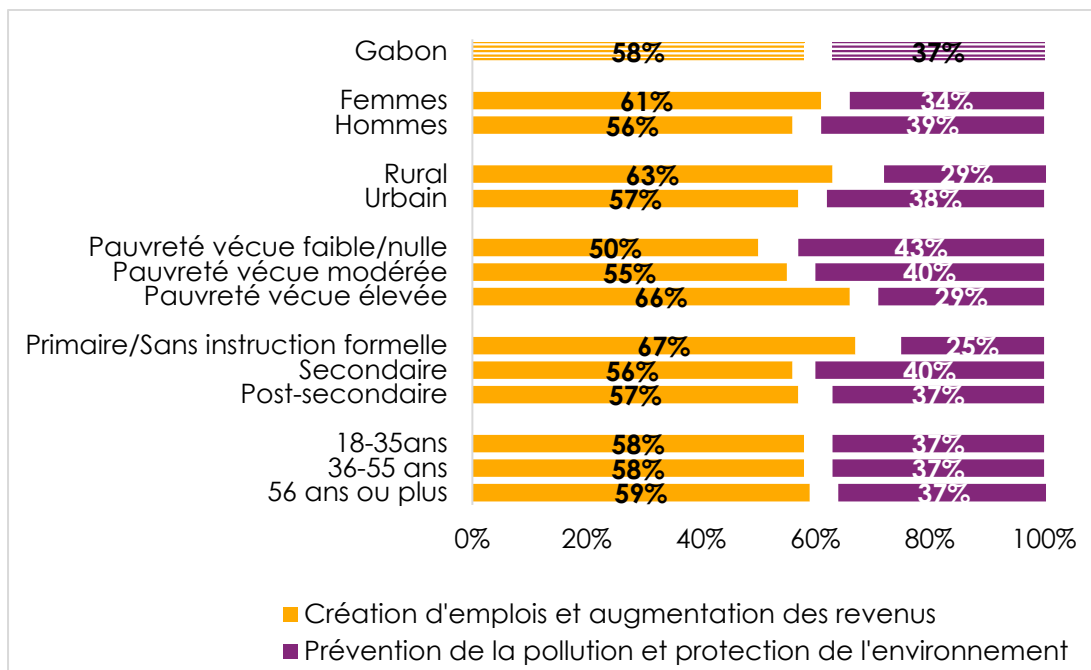
¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 9 : Emplois vs. environnement | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?
 Affirmation 1 : Le gouvernement devrait se concentrer sur la création d'emplois et l'augmentation des revenus, même si cela signifie une augmentation de la pollution ou d'autres dommages environnementaux.
 Affirmation 2 : Le gouvernement devrait se concentrer davantage sur la prévention de la pollution et la protection de l'environnement, même si cela signifie qu'il y aura moins d'emplois ou qu'il y aura d'autres perturbations dans notre vie quotidienne.
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 10 : Emplois vs. environnement | par groupe démographique | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?
 Affirmation 1 : Le gouvernement devrait se concentrer sur la création d'emplois et l'augmentation des revenus, même si cela signifie une augmentation de la pollution ou d'autres dommages environnementaux.
 Affirmation 2 : Le gouvernement devrait se concentrer davantage sur la prévention de la pollution et la protection de l'environnement, même si cela signifie qu'il y aura moins d'emplois ou qu'il y aura d'autres perturbations dans notre vie quotidienne.
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Extraction des ressources naturelles

Le Gabon dispose d'un sous-sol riche hébergeant d'immenses ressources minérales (Agence Ecofin, 2020). Cependant, en dehors des l'exploitation du pétrole et du manganèse, très peu de projets de taille industrielle sont actifs. Le secteur minier représente 6% du produit intérieur brut du pays (Direction Générale du Trésor, 2020 ; Coudel-Koumba, 2011). Néanmoins, même à ce modeste niveau, l'extraction des ressources peut être une source de dommages environnementaux.

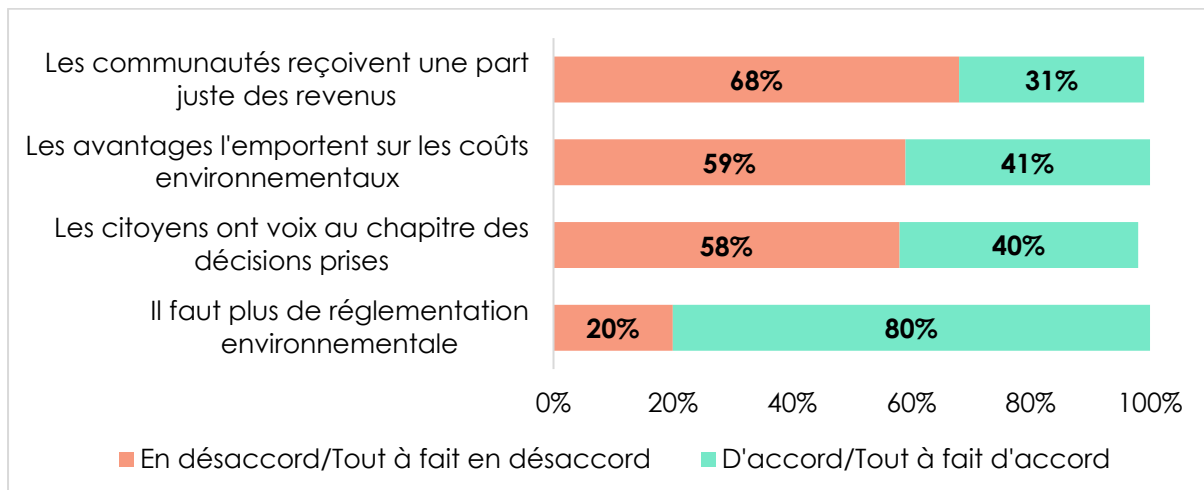
La majorité (59%) des Gabonais ne sont pas d'accord que les avantages que l'extraction des ressources naturelles apporte aux communautés, tels que les emplois et les revenus, l'emportent sur les impacts négatifs tels que la pollution (Figure 11).

Aussi, les évaluations négatives l'emportent sur les positives lorsqu'il s'agit de l'enjeu des citoyens ordinaires dans l'extraction des ressources naturelles. Seulement une minorité (40%) des répondants affirment que les gens ont leur mot à dire dans les décisions concernant l'extraction des ressources naturelles qui ont lieu près de leurs communautés, tandis que près de six sur 10 (58%) disent le contraire.

Et seulement 31% des personnes interrogées pensent que les communautés locales reçoivent une part équitable des revenus de l'extraction des ressources naturelles, contre 68% qui sont en désaccord.

Afin de réduire l'impact négatif de l'extraction des ressources naturelles sur l'environnement, une grande majorité (80%) des citoyens souhaitent que le gouvernement réglemente plus étroitement l'industrie.

Figure 11 : Perceptions sur l'extraction des ressources naturelles | Gabon | 2021



Questions posées aux répondants : L'extraction de ressources naturelles, comme l'exploitation minière, le forage pétrolier ou la récolte de bois, peut avoir des avantages, tels que la création d'emplois et la génération de revenus. Mais cela peut aussi poser des problèmes aux communautés voisines, comme la pollution ou la déforestation. Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes :

Dans ce pays, l'extraction des ressources naturelles devrait être réglementée plus étroitement par le gouvernement afin de réduire les impacts négatifs sur l'environnement ?

Les Gabonais ordinaires ont actuellement voix au chapitre dans les décisions concernant l'extraction des ressources naturelles qui ont lieu près de leurs communautés ?

Les communautés locales reçoivent actuellement une juste part des revenus de l'extraction des ressources naturelles qui a lieu à proximité de leurs communautés ?

En général, les avantages des activités d'extraction de ressources pour les communautés locales, tels que les emplois et les revenus, l'emportent sur les coûts, tels que la pollution ?

Conclusion

Le Gabon est résolument engagé dans le développement de son tissu industriel en vue de diversifier son économie encore dépendante du pétrole. Mais si cette perspective économique reste soutenable, elle n'est pas sans conséquence sur l'environnement. En effet, l'extraction des ressources minières et l'industrie agro-industrielle, entre autres, constituent des sources de pollution, de dégradation de l'environnement et de production de déchets. Bien que le secteur industriel engendre plus de pollution et de dommages à l'environnement, notons toutefois, que les citoyens ordinaires ont une grande responsabilité dans l'aggravation de cette problématique.

Les résultats d'Afrobarometer montrent que les populations sont très conscientes de ces vulnérabilités et soutiennent que la pollution est un problème grave pour leur communauté. Aussi, les problématiques de l'assainissement et de la gestion des déchets se posent comme des défis importants à relever pour le gouvernement. Des initiatives strictes de la part des autorités gabonaises sont donc attendues.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil
d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Africa Renewal. (2021). Gabon becomes the first African country to receive payment for reducing CO2 emissions. 6 juin.
- Agence Ecofin. (2020). Potentiel minier sous-exploité (5e épisode) : Le cas du Gabon. 3 juillet.
- Chauvet, C. (2018). Environment the loser in Gabon capital's rush for growth. Phys Org. 22 juin
- Coudel-Koumba. (2011). La gestion et l'exploitation des ressources naturelles au Gabon : Vers une réorganisation spatiale des activités productives. *Cahiers d'Outre-Mer*, 256, 507-521.
- Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature. (2010). Registre des traités internationaux et autres accords dans le domaine de l'environnement ratifiés par le Gabon.
- Direction Générale du Trésor. (2020). Le secteur minier au Gabon. 30 septembre.
- Gabon VERT. (2021). Le Gabon VERT face à l'ampleur grandissante de la pollution plastique à Libreville. Rapport d'investigation. 21 janvier.
- James, F. (2021). Gabon leads Africa in the preservation and conservation of forests. UNDP Africa. 23 July.
- Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique : Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.
- Nature Conservancy. (2022). Inspiring the world through action. 8 juillet.
- Ngounou, B. (2022). Gabon : Le CAFI accorde un nouveau financement de 150M\$ pour préserver les forêts. Afrik 21. 14 juillet.
- Ntoutoume, L. (2022). Crédits carbone : Le FGIS désigné mandataire exclusif chargé de la commercialisation. 14 octobre.

Boris Cabral Wakongo Nzamba est doctorant et data manager au Centre d'Etudes et de Recherches en Géosciences Politiques et Prospective (CERGEP), Gabon. Email : bensonboris@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Union Européenne, du National Endowment for Democracy, de la Fondation Mastercard, de l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA), de l'University of California San Diego, du Centre Mondial du Pluralisme, de la Banque Mondiale, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 567 d'Afrobarometer | 26 octobre 2022